

Les raisons cachées de l'arrestation de Maurice KAMTO



Les autorités camerounaises veulent "décapiter" le parti de Maurice Kamto, a estimé mardi son vice-président Emmanuel Simh dans un communiqué dénonçant l'arrestation la veille de l'opposant et plusieurs de ses soutiens à Douala.

Le Mouvement pour la renaissance du Cameroun (MRC) "condamne fermement ces interpellations politiques injustifiées et au demeurant annoncées, dont le but inavoué est de décapiter le MRC et sa coalition gagnante autour de Maurice Kamto", dit le texte.

Le leader du MRC Maurice Kamto, qui revendique toujours la victoire à la présidentielle d'octobre dont il est arrivé officiellement deuxième derrière le président Paul Biya, a été arrêté lundi soir au domicile d'Albert Dzungang, homme politique soutien de M. Kamto.

Alain Fogué, universitaire et trésorier du MRC, a de même été arrêté lundi soir à Yaoundé pour les motifs "d'insurrection et de destruction des biens", selon le communiqué de mardi.

Le parti, qui estime que ces interpellations sont "politiques" et "injustifiées", a appelé ses militants au "calme" et rappelé "son attachement au respect des lois et règlements de la République sur lesquels se sont toujours fondées ses actions".

Samedi, le MRC avait appelé à manifester dans tout le pays contre la réélection de Paul Biya, 85 ans dont 36 au pouvoir.

Au cours de ces marches dans plusieurs villes, non autorisées, 117 personnes ont été arrêtées. L'ex-directeur de campagne de Maurice Kamto, Paul-Eric Kingue, et le rappeur pro-Kamto Valsero faisaient partie des interpellés.

Samedi soir, le ministre de l'Administration territoriale, Paul AtangaNji, avait estimé que le parti de Maurice Kamto avait "franchi la ligne rouge".

Le ministre de la Communication, René Emmanuel Sadi, avait pour sa part accusé le camp Kamto de "tentative de déstabilisation" du pouvoir.

Depuis l'annonce des résultats de l'élection présidentielle, fin octobre, plusieurs manifestations non autorisées ont été organisées par le MRC contre ce qu'il qualifie de "hold-up électoral".

L'ex-candidat du MRC était officiellement, selon les résultats du Conseil constitutionnel, arrivé deuxième dans les urnes (14,23% des suffrages) derrière Paul Biya, réélu pour un septième mandat consécutif avec 71,2% des voix.

Depuis 1982, M. Biya règne en maître absolu au Cameroun, où il a tout verrouillé pour assurer son maintien à la tête du pays, s'appuyant sur l'administration et sur un parti-Etat, le RDPC, qu'il a créé en 1985.